



EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE de MONTGUYON – SEANCE DU 15 AVRIL 2024 - N° 2024/27

L'an deux mille vingt-quatre, le 15 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Montguyon s'est réuni en session 1^{ère} session extraordinaire à 20 heures 30, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Julien MOUCHEBOEUF, Maire.

Date de convocation : 09 avril 2024

Date d'affichage : 16 avril 2024

Nbre de Conseillers : 19 En exercice : 19 Présents : 13 Votants : 13 Pour : 13

Etaient présents :

Julien MOUCHEBOEUF, Olivier CHARRON, Ghislaine GUILLEMAIN, Annie CHARRASSIER, Lionel NORMANDIN, Sophie BRODUT, Carine MOULY-MESAGLIO, Charlotte DENIS-CUVILLIER, Gaëtan BUREAU, Raymond NUVET, Simone ARAMET, Didier MOUCHEBOEUF et Christophe METREAU

Etaient excusées : Marie BERNARD et Claire RAMBEAU-LEGER

Etaient absents : Ludovic GIRARD, Nathalie CHATEAFAU, Marc LIONARD et Claude NEREAU

Secrétaire de séance : Annie CHARRASSIER

OBJET : Modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Montguyon – Bilan de la mise à disposition et approbation

Le Plan Local d'Urbanisme de Montguyon a été approuvé en Conseil municipal le 12 avril 2007 et modifié comme suit :

- Révisions simplifiées 1, 2 et 3 approuvées le 10 septembre 2009,
- Révision simplifiée 4 approuvée le 23 mai 2012,
- Révision allégée 1 approuvée le 29 septembre 2009,
- Révision allégée 2 approuvée le 29 mars 2017
- Modification simplifiée 1 approuvée le 05 juin 2019

Par arrêté n° 2023-52 du 22 mars 2023, Monsieur le Maire a prescrit le lancement d'une procédure de modification simplifiée n° 2 du PLU. Le Conseil municipal par délibération n° 2024-05 du 15 février 2024 a défini les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n° 2 du PLU.

Le projet de modification porte sur une disposition visant à favoriser le maintien des locaux commerciaux et/ou artisanaux situés sur les parcelles concernées par le linéaire commercial et artisanal identifié au plan de zonage dans la zone UA du PLU.

La demande d'examen au cas par cas du dossier a été effectuée auprès de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) de la Nouvelle Aquitaine le 1^{er} septembre 2023. Par courrier du 31 octobre 2023, la MRAE a décidé de ne pas soumettre le dossier à évaluation environnementale.

Le projet de modification simplifiée a été notifié au Préfet et à l'assemblée des Personnes Publiques Associées le 12 décembre 2023. Au total, deux avis favorables ont été reçus.

Le Conseil municipal par délibération n° 2024-05 du 15 février 2024 a défini les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°2.

AR Prefecture

017-211702410-20240416-D20240427-DE
Reçu le 16/04/2024

Le projet de modification, l'énoncé de ses motifs ainsi qu'un registre destiné aux observations du public ont été mis à disposition en Mairie de Montguyon du 26 février 2024 à 9h au 26 mars 2024 à 18h inclus.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 153-47 et suivants,

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 05 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu le décret n° 2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2012-11 du 05 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu la délibération du 12 avril 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montguyon,

Vu l'arrêté municipal n° 2023-52 du 22 mars 2023 prescrivant la modification simplifiée n° 2 du PLU de la commune de Montguyon,

Vu la délibération n° 2024-05 du 15 février 2024 portant sur les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n° 2 du PLU de la commune de Montguyon,

Considérant qu'aucune observation ont été faites par les Personnes Publiques Associées et qu'aucune remarque n'a été portée sur le registre mis à disposition du public du 26 février 2024 au 26 mars 2024,

Je vous propose d'approuver le dossier de modification simplifiée n° 2 du PLU de la commune de Montguyon.

En application des dispositions des articles R. 153-20 et suivants du Code de l'Urbanisme, la délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois et d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département de la Charente-Maritime.

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme modifié sera tenu à la disposition du public à la Mairie aux heures d'ouverture.

La délibération et les dispositions résultant de la modification ne seront exécutoires qu'à compter de leur réception par Monsieur le Préfet et de l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité précitées.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité des membres présents :

- **D'APPROUVER** le dossier de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montguyon,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire de signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits

Ont signé au Registre les membres présents

Pour copie conforme

Le Maire,

Julien MOUCHEBOEUF



COMMUNE de MONTGUYON – SEANCE DU 05 JUIN 2019 - N° 2019/41

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-neuf, le 05 juin, le Conseil Municipal de la Commune de Montguyon s'est réuni en session 2^{ème} extraordinaire à 20 heures 30 à la mairie, sous la présidence de Monsieur BASTERE François, Maire.

Date de convocation : 27 mai 2019

Date d'affichage : 06 juin 2019

Nbre de Conseillers : 15

En exercice : 15

Présents : 12

Votants : 13

Pour : 13

Etaient présents :

BASTERE François, GUEDRA BASTERE Hélène, MOUCHEBOEUF Julien, DEVILLE Danièle, NEREAU Claude, BRODUT Sophie, MOUCHEBOEUF Didier, MOULY Carine, BORDELAIS Bernard, CHIRON Frédéric, QUINTANA Henri et CHARRON Olivier.

Etaient absents ou excusés : GONCALVES Maria Paula, BONNAMAS Claude qui donne pouvoir à Monsieur BASTERE François et GIRARD Ludovic

Monsieur Claude NEREAU a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire

OBJET : Approbation de la Modification Simplifiée n° 1 du PLU de Montguyon

Le Conseil municipal,

VU la loi n° 2000.1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain,
VU la loi n° 2003.590 du 02 juillet 2003 « Urbanisme et Habitat »,
VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 132-7 à L. 132-11, L. 153-45 à L. 153-48,
VU l'Ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,
VU la délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2017 approuvant la révision allégée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme,
VU la délibération du Conseil municipal en date du 06 mars 2019 engageant la procédure de modification simplifiée,
VU l'arrêté du Maire en date du 11 avril 2019 complétant la délibération du 06 mars 2019 et fixant les modalités de mise à disposition au public du dossier,
VU les avis favorables des personnes publiques associées faisant suite à la notification du dossier,
VU la mise à disposition du dossier à la connaissance du public du 03 mai 2019 au 03 juin 2019,
VU l'absence d'observations formulées par le public,

Considérant la nature et les motifs des changements projetés par le dossier de modification simplifiée : assouplissement de l'article 6 du Règlement écrit des zones Aux et AUI (ayant comme objectif d'assouplir la règle générale d'implantation des constructions neuves par rapport aux voies de desserte qui ne constituent pas des voies à forte circulation). La modification a comme objectif de faciliter les projets d'extensions des bâtiments existants et de permettre des économies foncières en densifiant les zones d'activités.

Considérant que le projet de modification simplifiée du PLU tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **DECIDE D'APPROUVER** le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente,

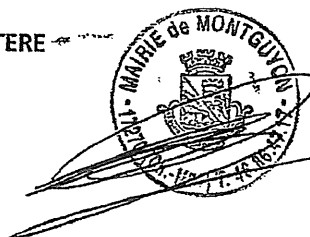
AR PREFECTURE

017-211702410-20190605-D20190641-DE
Reçu le 06/06/2019

- DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal,
- DIT que le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie de Montguyon aux heures et jours habituels d'ouverture,
- DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée PLU seront exécutoires dès la transmission au Préfet et après l'accomplissement des mesures de publicité (affichage en Mairie, insertion dans un journal)
- **CHARGE** Monsieur Le Maire d'effectuer toutes les formalités et signatures relatives à cette approbation de modification simplifiée du PLU de Montguyon.

TELETRANSNIS AU CONTROLE DE LEGALITE
Sous le N° 017 - 211702410 - 2019
Accusé de Réception Préfecture Reçu le : __/__/2019

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits
Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme
Le Maire,
François BASTERE



AR PREFECTURE

017-211702410-20170329-D170314-DE

Reçu le 05/04/2017

COMMUNE de MONTGUYON – SÉANCE du 29 Mars 2017

N° 2017.14

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-sept le 29 Mars à 20h30, les membres du conseil municipal de la commune de MONTGUYON se sont réunis à la Mairie en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément aux articles L. 2121-10, L.2121-11 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Étaient présents : Mesdames BASTERE, DEVILLE, TIBULE,

BRODUT, MOULY, GONÇALVES

Messieurs BASTERE, MOUCHEBOEUF Julien, GIRARD,

MOUCHEBOEUF Didier, BONNAMAS,

CHARRON, BORDELAIS, CHIRON, NEREAU

formant la majorité des membres en exercice, le conseil étant composé de 15 membres.

Absent : Néant

Monsieur CHIRON Frédéric a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire

OBJET : Approbation de la révision allégée N°2 du PLU à Petit Château

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 4 février 2016 prescrivant la révision allégée N°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et fixant les modalités de la concertation en application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme.

VU la délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2016 arrêtant le projet de révision allégée.

VU la délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2016 considérant le bilan de la concertation favorable.

VU la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées en date du 11 avril 2016 et les avis écrits transmis préalablement concluant à un avis favorable sur le projet de révision allégée.

VU l'avis simple favorable de la CDPENAF transmis le 26 avril 2016.

VU l'avis tacite de l'autorité environnementale (absence de réponse au courrier envoyé le 12 avril 2016 à la DREAL).

VU l'Arrêté Municipal n° 2016 – 47 du 12 décembre 2016 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de révision allégée N°2 du Plan Local d'Urbanisme.

VU l'enquête publique qui s'est tenue du 7 janvier 2017 au 7 février 2017 et l'avis favorable sans réserve du Commissaire enquêteur en date du 20 février 2017.

Aujourd'hui, il convient d'approuver le projet de révision allégée N°2 du PLU en application de l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme.

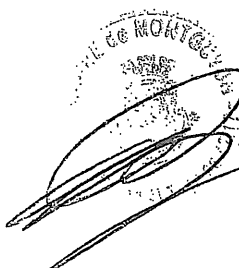
Après en avoir délibéré, LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- Décide d'approuver le projet de révision allégée N°2 du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- Autorise Monsieur le Maire à poursuivre la procédure et à signer toutes les pièces nécessaires.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois en Mairie et d'une mention dans un journal local diffusé dans le Département. Chacune des formalités doit mentionner le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits. Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme.

Le Maire,

François BASTERE



TELETRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE
Sous le N° 017 - 211702410 - - 20170329 - D170314 - DE
Accusé de Réception Préfecture Reçu le : 05/04/2017

COMMUNE de MONTGUYON – SÉANCE du 29 Septembre 2014

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quatorze le 29 Septembre à 20h30, les membres du conseil municipal de la commune de MONTGUYON se sont réunis à la Mairie en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément aux articles L. 2121-10, L.2121-11 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Date de la convocation : 22 Septembre 2014

Étaient présents : Mesdames BASTERE, DEVILLE, TIBULE,
BRODUT, MOULY, GONÇALVES
Messieurs BASTERE, MOUCHEBOEUF Julien, NUVET,
MOUCHEBOEUF Didier, BONNAMAS,
BORDELAIS, CHIRON, DE LIGT

formant la majorité des membres en exercice, le conseil étant composé de 15 membres.

Absent excusé : M. NEREAU Claude

Monsieur Frédéric DE LIGT a été élu secrétaire de séance.

OBJET : Approbation de la révision allégée N°1 du PLU

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 20 Novembre 2013 prescrivant la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et fixant les modalités de la concertation en application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme.

VU la délibération du Conseil Municipal du 5 mars 2014 arrêtant le projet de révision allégée.

VU la délibération du Conseil Municipal du 5 Mars 2014 considérant le bilan de la concertation favorable.

VU la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées en date du 15 avril 2014 et les avis écrits transmis préalablement concluant à un avis favorable sur le projet de révision allégée assorti d'observations qui ont été prises en compte dans le rapport de présentation (avis de la DREAL).

VU l'avis favorable de la CDCEA transmis le 15 mai 2014.

VU l'avis favorable de l'autorité environnementale (DREAL) transmis le 30 avril 2014 émettant des observations qui ont été prises en compte dans le dossier à savoir : limiter l'emprise de la zone agricole A créée au lieu-dit Morland Est. Une zone de protection des paysages Ap a été créée en substitution de la zone agricole A initialement proposée (zone Npr d'origine).

VU l'Arrêté Municipal n° 2014 – 125 du 16 mai 2014 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

VU l'enquête publique qui s'est tenue du 16 juin au 16 juillet 2014 et l'avis favorable du Commissaire enquêteur en date du 29 juillet 2014.

VU les adaptations qui ont été apportées au dossier arrêté faisant suite à l'avis de l'autorité environnementale, à savoir la réduction de la zone agricole A de Morland Est et son remplacement par une zone de protection du paysage inconstructible Ap (la zone A étant identifiée uniquement au niveau du projet de hangar agricole) et à une requête jugée favorable faisant suite à l'enquête publique à savoir le maintien en zone agricole A d'espaces affectés au maraichage liés à une exploitation agricole existante au lieu-dit Couteleau justifié par la nature favorable des sols et la proximité d'un point d'eau. Ces modifications ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet.

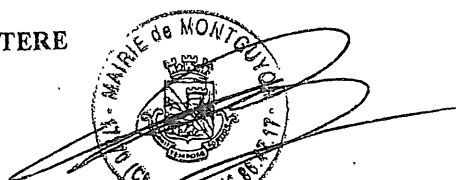
Aujourd'hui, il convient d'approuver le projet de révision allégée N°1 du PLU en application de l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- Décide d'approuver le projet de révision allégée N°1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- Autorise Monsieur le Maire à poursuivre la procédure et à signer toutes les pièces nécessaires.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois en Mairie et d'une mention dans un journal local diffusé dans le Département. Chacune des formalités doit mentionner le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

TELETRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE
Sous le N° 017-211702410 - 20140929 D20140955 - DE
Accusé de Réception Préfecture Reçu le : 07/10/2014

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.
Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme.
Le Maire,
François BASTERE



ANNULE et REMPLACE La Délibération du 23 Mai 2012 de même objet
COMMUNE de MONTGUYON - SÉANCE du 13 Décembre 2012

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille douze, le 13 Décembre, le Conseil Municipal de la commune de Montguyon s'est réuni en session 4^{ème} extraordinaire à 20 heures 30 à la mairie, sous la présidence de Monsieur BASTERE François, Maire.

Date de convocation : le 5/12/2012

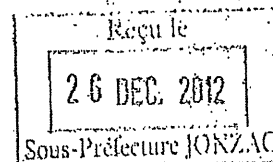
Date d'affichage : le 14/12/2012

Nombre de Conseillers :

En exercice : 15

Présents : 10

Votants : 10



PRESENTS : Mmes BASTERE, BEZINAUD, ROUX

Mrs BASTERE, NUVET, LEGER Eric, MOUCHEBOEUF D, MOUCHEBOEUF J, LEGER Patrick, BERGEON

EXCUSÉS : Mmes MASERO, TARDIVEAU, AUDOUIN

Mrs NEREAU, CHIRON,

Madame ROUX Natacha a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET : Plan Local d'Urbanisme

Approbation de la révision simplifiée : N° 4 au lieu-dit « Le Bard »

LE CONSEIL MUNICIPAL ;

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et l'habitat ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération en date du 21 Septembre 2011, prescrivant la révision du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n° 2012-03 en date du 26/01/2012 mettant le projet de révision du plan local d'urbanisme à enquête publique ;

Vu les avis favorables émis par les personnes publiques consultées à leur demande ;

Vu le bilan de la concertation dressé ce même jour

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur donnant un avis favorable et sans réserve au projet

Considérant que les modifications demandées dans leurs avis par les personnes publiques consultées ont été prises en considération dans le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que le projet de révision tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10-al.2 du Code de l'urbanisme ;

Et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- D'approuver le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme portant sur la dérogation à la loi Barnier portant sur la mise en œuvre d'un champ photovoltaïque sur la zone AUI située au lieu-dit « Le Bard » en bordure de la RD 910 Bis, tel qu'il est annexé à la présente délibération

- Que, conformément à l'article R123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

- Que le Plan Local d'Urbanisme sera tenue à la disposition du public à la mairie au jours et heures habituels d'ouverture ;

La présente délibération deviendra exécutoire :

- Dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au Plan Local d'Urbanisme, ou dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;

- Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visée ci-dessus

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits. Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme.

Le Maire : BASTERE François



Considérant que les résultats de la concertation prévue à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme sont repris dans le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité

1. décide de tirer le bilan de la concertation, aucune observation, lettre ou note écrite n'a été reçue en Mairie
2. décide de clore la phase de concertation ;
3. dit que la présente délibération sera conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Urbanisme affichée pendant un mois en Mairie.

La présente délibération sera transmise au Sous Préfet.

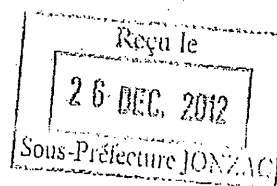
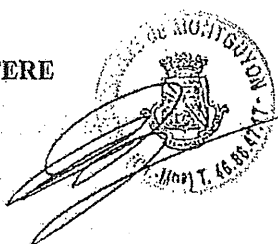
Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Ont signé au Registre les membres présents

Pour copie conforme,

Le Maire

François BASTERE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil neuf, le 10 Septembre, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de MONTGUYON, dûment convoqué, s'est réuni en session 3^{ème} extraordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur BASTÈRE François, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 03/09/2009

Nombre Conseillers : en exercice : 15 - présents : 12 - votants : 12

PRESENTS Mmes TARDIVEAU, BASTERE, ROUX, AUDOUIN, BEZINAUD,
Mrs BASTÈRE, LÉGER Eric, NUVET, MOUCHEBOEUF Didier,
MOUCHEBOEUF Julien, NEREAU, BERGEON

ABSENTS excusés : CHIRON Didier, LEGER Patrick, MASERO Sandra

Mme AUDOUIN Marylène a été désignée comme secrétaire de séance,

OBJET : Plan Local d'Urbanisme

Approbation de la révision simplifiée : Paresse – le Ramigeon

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une procédure de révision simplifiée a été lancée afin de permettre la création d'une zone AU à vocation d'habitat dans le secteur de Paresse – le Ramigeon, qui présente un intérêt général pour la Commune ;

Cette procédure arrive à son terme et il convient, avant d'approuver le projet de PLU :

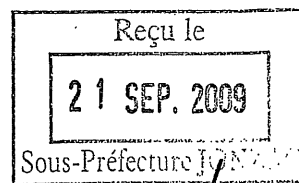
- de tirer le bilan de la concertation qui a été lancée à cette occasion ;
- de rendre compte des résultats de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme ;
- de rendre compte des résultats de l'enquête publique

REUNION D'EXAMEN CONJOINT DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

En conclusion de la réunion conjointe des personnes publiques associées, il est proposé de prendre en compte toutes les remarques énoncées par les personnes publiques associées lors de la réunion d'examen conjoint du 13 Mai 2009.

ENQUETE PUBLIQUE

En conclusion de l'enquête publique, aucune remarque n'a été formulée et le rapport établi par Monsieur PIAT Jean-Jacques, Commissaire Enquêteur, donne un avis favorable et sans réserve au projet



.../...

LE CONSEIL MUNICIPAL :

VU, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU, la loi n° 2003-590 du 2 Juillet 2003 relative à l'urbanisme et habitat ;

VU, la loi n° 2006-450 du 18 Avril 2006 modifiant le Code de l'Urbanisme ;

VU, le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-13 et L.123-19

VU, la loi n° 2002-276 du 27 Février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU, le décret n° 2006-578 du 22 Mai 2006 relatif à l'information et la participation du public en matière d'environnement ;

VU, le PLU élaboré le 26 Janvier 2005 modifié le 12 Avril 2007 ;

VU, la délibération en date du 4 Décembre 2008 fixant les modalités de la concertation en vue de la création d'une zone AU à vocation d'habitat dans le secteur de Paresse – le Ramigeon

VU, la réunion en date du 13 Mai 2009 des personnes publiques associées mentionnées à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme ;

VU, l'arrêté Municipal n° 2009-35, en date du 19 Juin 2009 soumettant le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme à enquête publique.

VU, l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 Juillet 2009 au 14 Août 2009 inclus ;

VU, les registres mis à la disposition du public lors de la concertation qui s'est déroulée du 15 Juillet 2009 au 14 Août 2009 inclus ;

Entendu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que les modifications demandées par les personnes publiques associées à la procédure ont été prises en considération dans le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que les observations présentées au cours de la concertation ont été prises en considération dans le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que le projet de révision simplifiée, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10- al.2 du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Titre le bilan et clôt la phase de concertation.
- Approuve la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme portant sur la création d'une zone AU à vocation d'habitat dans le secteur de Paresse – le Ramigeon telle qu'annexée à la présente délibération

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département

La révision simplifiée sera tenue à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ;

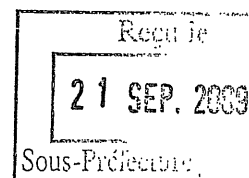
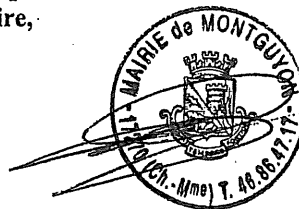
La présente délibération sera transmise à Monsieur le sous-préfet de Jonzac

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Ont signé au Registre les membres présents

Pour copie conforme.

Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil neuf, le 10 Septembre, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de MONTGUYON, dûment convoqué, s'est réuni en session 3^{ème} extraordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur BASTÈRE François, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 03/09/2009

Nombre Conseillers : en exercice : 15 - présents : 12 - votants : 12

PRESENTS Mmes TARDIVEAU, BASTERE, ROUX, AUDOUIN, BEZINAUD,
Mrs BASTÈRE, LÉGER Eric, NUVET, MOUCHEBOEUF Didier,
MOUCHEBOEUF Julien, NEREAU, BERGEON

ABSENTS excusés : CHIRON Didier, LEGER Patrick, MASERO Sandra

Mme AUDOUIN Marylène a été désignée comme secrétaire de séance,

OBJET : Plan Local d'Urbanisme

Approbation de la révision simplifiée : Fontbouillant

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une procédure de révision simplifiée a été lancée afin de permettre la création d'une zone naturelle Nat à vocation d'activité touristique et de loisirs permettant l'aménagement d'un golf au lieu-dit Fontbouillant qui présente un intérêt général pour la Commune ;

Cette procédure arrive à son terme et il convient, avant d'approuver le projet de PLU :

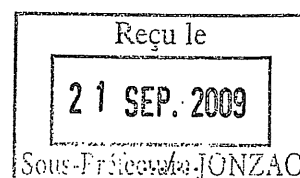
- de tirer le bilan de la concertation qui a été lancée à cette occasion ;
- de rendre compte des résultats de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme ;
- de rendre compte des résultats de l'enquête publique

REUNION D'EXAMEN CONJOINT DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

En conclusion de la réunion conjointe des personnes publiques associées, il est proposé de prendre en compte toutes les remarques énoncées par les personnes publiques associées lors de la réunion d'examen conjoint du 13 Mai 2009.

ENQUETE PUBLIQUE

En conclusion de l'enquête publique, aucune remarque n'a été formulée et le rapport établi par Monsieur PIAT Jean-Jacques, Commissaire Enquêteur, donne un avis favorable et sans réserve au projet



.../...

LE CONSEIL MUNICIPAL :

VU, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU, la loi n° 2003-590 du 2 Juillet 2003 relative à l'urbanisme et habitat ;

VU, la loi n° 2006-450 du 18 Avril 2006 modifiant le Code de l'Urbanisme ;

VU, le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-13 et L.123-19

VU, la loi n° 2002-276 du 27 Février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU, le décret n° 2006-578 du 22 Mai 2006 relatif à l'information et la participation du public en matière d'environnement ;

VU, le PLU élaboré le 26 Janvier 2005 modifié le 12 Avril 2007 ;

VU, la délibération en date du 4 Décembre 2008 fixant les modalités de la concertation en vue de la création d'une zone naturelle Nat à vocation d'activité touristique et de loisirs permettant l'aménagement d'un golf au lieu-dit Fontbouillant ;

VU, la réunion en date du 13 Mai 2009 des personnes publiques associées mentionnées à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme ;

VU, l'arrêté Municipal n° 2009-37, en date du 19 Juin 2009 soumettant le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme à enquête publique.

VU, l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 Juillet 2009 au 14 Août 2009 inclus ;

VU, les registres mis à la disposition du public lors de la concertation qui s'est déroulée du 15 Juillet 2009 au 14 Août 2009 inclus ;

Entendu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que les modifications demandées par les personnes publiques associées à la procédure ont été prises en considération dans le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que les observations présentées au cours de la concertation ont été prises en considération dans le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que le projet de révision simplifiée, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10- al.2 du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

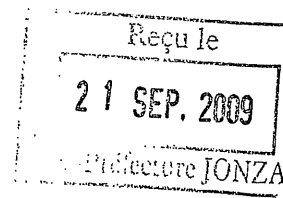
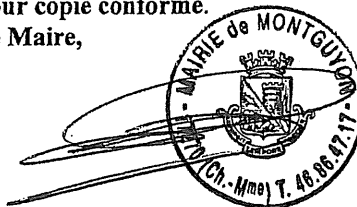
- Titre le bilan et clôt la phase de concertation.
- Approuve la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme portant sur la création d'une zone naturelle Nat à vocation d'activité touristique et de loisirs permettant l'aménagement d'un golf au lieu-dit Fontbouillant telle qu'annexée à la présente délibération

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département

La révision simplifiée sera tenue à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le sous-préfet de Jonzac

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme.
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil neuf, le 10 Septembre, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de MONTGUYON, dûment convoqué, s'est réuni en session 3^{ème} extraordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur BASTÈRE François, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 03/09/2009

Nombre Conseillers : en exercice : 15 - présents : 12 - votants : 12

PRESENTS Mmes TARDIVEAU, BASTERE, ROUX, AUDOUIN, BEZINAUD,
Mrs BASTÈRE, LÉGER Eric, NUVET, MOUCHEBOEUF Didier,
MOUCHEBOEUF Julien, NEREAU, BERGEON

ABSENTS excusés : CHIRON Didier, LEGER Patrick, MASERO Sandra

Mme AUDOUIN Marylène a été désignée comme secrétaire de séance,

OBJET : Plan Local d'Urbanisme

Approbation de la révision simplifiée : Clairvent

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une procédure de révision simplifiée a été lancée afin de permettre l'extension de zones économiques dans le secteur de Clairvent qui présente un intérêt général pour la Commune ;

Cette procédure arrive à son terme et il convient, avant d'approuver le projet de PLU :

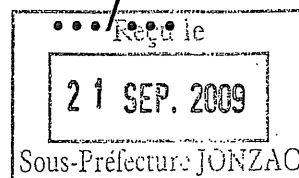
- de tirer le bilan de la concertation qui a été lancée à cette occasion ;
- de rendre compte des résultats de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme ;
- de rendre compte des résultats de l'enquête publique

REUNION D'EXAMEN CONJOINT DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

En conclusion de la réunion conjointe des personnes publiques associées, il est proposé de prendre en compte toutes les remarques énoncées par les personnes publiques associées lors de la réunion d'examen conjoint du 13 Mai 2009.

ENQUETE PUBLIQUE

En conclusion de l'enquête publique, aucune remarque n'a été formulée et le rapport établi par Monsieur PIAT Jean-Jacques, Commissaire Enquêteur, donne un avis favorable et sans réserve au projet



.../...

LE CONSEIL MUNICIPAL :

VU, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU, la loi n° 2003-590 du 2 Juillet 2003 relative à l'urbanisme et habitat ;

VU, la loi n° 2006-450 du 18 Avril 2006 modifiant le Code de l'Urbanisme ;

VU, le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-13 et L.123-19

VU, la loi n° 2002-276 du 27 Février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU, le décret n° 2006-578 du 22 Mai 2006 relatif à l'information et la participation du public en matière d'environnement ;

VU, le PLU élaboré le 26 Janvier 2005 modifié le 12 Avril 2007 ;

VU, la délibération en date du 4 Décembre 2008 fixant les modalités de la concertation en vue de l'extension de zones économiques dans le secteur de Clairvent ;

VU, la réunion en date du 13 Mai 2009 des personnes publiques associées mentionnées à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme ;

VU, l'arrêté Municipal n° 2009-36, en date du 19 Juin 2009 soumettant le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme à enquête publique.

VU, l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 Juillet 2009 au 14 Août 2009 inclus ;

VU, les registres mis à la disposition du public lors de la concertation qui s'est déroulée du 15 Juillet 2009 au 14 Août 2009 inclus ;

Entendu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que les modifications demandées par les personnes publiques associées à la procédure ont été prises en considération dans le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que les observations présentées au cours de la concertation ont été prises en considération dans le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que le projet de révision simplifiée, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10- al.2 du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Titre le bilan et clôt la phase de concertation.
- Approuve la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'extension de zones économiques dans le secteur de Clairvent telle qu'annexée à la présente délibération

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département

La révision simplifiée sera tenue à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ;

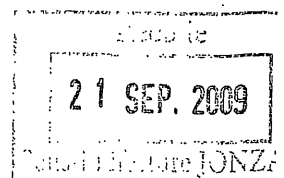
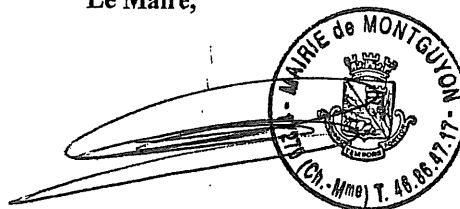
La présente délibération sera transmise à Monsieur le sous-préfet de Jonzac

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Ont signé au Registre les membres présents

Pour copie conforme.

Le Maire,



EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille sept, le 12 Avril, le Conseil Municipal de la commune de Montguyon s'est réuni en session 2^{ème} ordinaire à 20 heures 30 à la mairie, sous la présidence de Monsieur BASTERE François, Maire.

Date de convocation : le 2 Avril 2007

Date affichage : le 13 avril 2007

Nombre de Conseillers :

En exercice : 15

Présents : 14

Votants : 14

**Étaient présents : Mmes DEVILLE, GAY, FURET, ÉPRON, HUVETEAU
Mrs BASTERE, CHIRON, NUVET, GODET, LÉGER Patrick, MOUCHEBOEUF,
MIGEON, BERNARD, LÉGER Éric**

Était excusée : Mme TARDIVEAU Dominique

Madame DEVILLE Danièle a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET : Approbation de la modification du Plan Local d'Urbanisme

Le Conseil Municipal :

Vu, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Vu, le Code de l'urbanisme et notamment les articles R.123-19 et R.123-35,

Vu, le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme,

Vu, la délibération en date du 27 septembre 2006 prescrivant la modification du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 26 janvier 2005,

Vu, la notification du projet de modification en date du 11 janvier 2007 prévue à l'article L123.13 du Code de l'Urbanisme,

Vu, l'arrêté municipal n° 2007-05 en date du 5 février 2007 mettant le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme à enquête publique ;

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique nécessitent quelques modifications ponctuelles au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que le projet de modification tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 –a1.2 du Code de l'Urbanisme,

Et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- Que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, et que mention de cet affichage sera insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- Que le Plan Local d'Urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Que la présente délibération deviendra exécutoire dès l'accomplissement des mesures de publicité prévues par l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération sera transmise à Madame le Sous Préfet de l'Arrondissement de Jonzac.

**Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme, le 13 avril 2007**

Le Maire



EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille cinq, le 26 janvier, le Conseil Municipal de la commune de Montguyon s'est réuni en session 1^{ère} ordinaire à 20 heures 30 à la mairie, sous la présidence de Monsieur BASTERE François, Maire.

Date de convocation : le 18 janvier 2005

Date affichage : le 26 janvier 2005

Nombre de Conseillers :

En exercice : 15

Présents : 12

Votants : 12

**Étaient présents : Mmes DEVILLE, GAY, TARDIVEAU, FURET, ÉPRON, HUVETEAU
Mrs BASTERE, CHIRON, NUVET, GODET, LEGER Patrick, MOUCHEBOEUF**

Étaient excusés : Mrs MIGEON Christian, LEGER Éric, BERNARD Moïse

Un scrutin a eu lieu, Madame DEVILLE Danièle a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET : Approbation du Plan Local d'Urbanisme

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu, la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat ;

Vu, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu, le code de l'urbanisme et notamment l'article R. 123-19 ;

Vu, le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'Urbanisme et le code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;

Vu, la délibération en date du 16 juillet 2002 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme ;

Vu, le débat en date du 6 mai 2004 au sein du Conseil Municipal sur le projet d'aménagement et de développement durable ;

Vu, la délibération en date du 22 juillet 2004, tirant le bilan de la concertation ;

Vu, la délibération en date du 22 juillet 2004, arrêtant le projet de révision du plan local d'urbanisme ;

Vu, la délibération en date du 30 septembre 2004 acceptant et arrêtant la proposition de modification du périmètre de protection autour des monuments historiques telle que formulée par l'architecte des Bâtiments de France ;

Vu, l'arrêté municipal n° 2004-29 en date du 4 octobre 2004 mettant le projet de révision du plan local d'urbanisme à enquête publique ;

Vu, l'avis en date du 16 novembre 2004 émis par le représentant de l'État ;

Vu, les avis favorables émis par les personnes publiques consultées à leur demande ;

Vu, les avis favorables émis par les communes et établissements publics de coopération intercommunale limitrophes ;

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique nécessitent quelques modifications ponctuelles au projet de révision du plan local d'urbanisme ;

Considérant que les modifications demandées dans leurs avis par les personnes publiques consultées ont été prises en considération dans le projet de révision du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le projet de révision tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10-al.2 du code de l'Urbanisme ;

Et après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL décide ;

- D'approuver le projet de révision du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- Que conformément à l'article R 123-25 du code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département
- Que le plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Que la présente délibération deviendra exécutoire dès l'accomplissement des mesures de publicité prévues par l'article R.123-25 du code de l'Urbanisme.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet

*Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an susdits.
Ont signé au Registre les membres présents
Pour copie conforme.*

